

## Contrôle des chômeurs : le débat idéologique moisi qui va occuper la gauche bobo



Le gouvernement veut renforcer le contrôle des chômeurs. C'est ce qu'annonce Le Canard Enchaîné, qui aurait eu accès à une note confidentielle rédigée par le directeur de cabinet de la Ministre du Travail. Il n'en fallait pas plus pour relancer des polémiques dont la date de péremption est largement dépassée.

Avec Éric  
Verhaeghe

Le principe est très simple: le gouvernement veut durcir les sanctions existantes contre les chômeurs qui refusent deux offres d'emploi raisonnables. Les sanctions pourraient conduire jusqu'à une suspension des allocations pendant six mois.

Cette note qui n'a rien d'une proposition officielle commence déjà à faire tousser la gauche bobo, offusquée par tant de rigueur contre les chômeurs. Et l'antienne de l'insupportable mépris pour les plus faibles, pour les victimes de la crise et autres considérations habituelles devrait bientôt retentir dans les couloirs de la bien-pensance.

### Les contradictions de la gauche bobo

Il suffit de lire l'article de [Mediapart](#) consacré au sujet pour mesurer toutes les contradictions de ce courant d'opinion.

D'un côté, on fait l'éloge d'un système assurantiel géré par les partenaires sociaux depuis sa création. On idéalise l'absence de l'État et, au fond, la philosophie du contrat qui inspire le système.

De l'autre, on condamne sèchement les garanties qui sont prises pour l'exécution du contrat, et on fait l'éloge du laxisme universaliste propre aux dispositifs solidaires.

Du contrat entre assuré et assureur, oui, à condition que les salariés soient libres de le violer sans aucune vérification. De l'assurance, oui, mais à condition que l'assureur paie les yeux fermés et sans être sûr que les sinistres qui sont présentés à l'indemnisation correspondent à une réalité.

À ce train-là, Mediapart reprochera bientôt les enquêtes sur les voitures brûlées du samedi soir. Dans le monde des bisounours qui nous est proposé, soutenir que certains chômeurs profitent du système relève du délit d'opinion.

---

## **Le tabou des postes vacants en France**

La France est l'un des seuls pays de l'Union Européenne qui ne calcule pas son taux d'emplois vacants. Ce petit silence vient de l'absence de statistiques sur les vacances d'emplois dans les entreprises de moins de dix salariés.

On regrettera ce vide, car tous les entrepreneurs qui recherchent des candidats valables pour les postes qu'ils ouvrent vivent la même expérience: ce n'est pas parce que la France compte 3,5 millions de chômeurs qu'elle compte aussi 3,5 millions de candidats valables et motivés pour travailler. Dans certains secteurs comme l'informatique, la pénurie est redoutable et oblige à recruter en Afrique.

Combien de chômeurs, dans les réponses à une offre d'emploi, sont totalement incompetents ou parfaitement déterminés à ne pas travailler? On n'épiloguera pas ici sur les compétences imaginaires que certains affichent sur leur cv. On évoquera seulement ceux qui, lorsqu'ils apprennent qu'ils sont retenus pour occuper un CDI bien payé, expliquent qu'ils ont des vacances à prendre avant de commencer. Contrairement aux idées reçues, cette réponse-là est majoritaire dans les recrutements.

## **La préférence française pour le chômage**

En réalité, la cabale contre le contrôle des chômeurs cache un mal qui ronge la France, mais qu'il est politiquement incorrect d'évoquer: le développement de nos entreprises est entravé par les arbitrages individuels d'un nombre grandissant de chômeurs qui ont intérêt à ne pas travailler. Pourquoi accepter un emploi prenant qui conduira à un matraquage fiscal, quand un emploi sans stress à 35 heures est garant d'une meilleure qualité de vie?

Ce n'est pas que les Français soient paresseux. C'est plutôt que la désincitation à travailler est de plus en plus forte.

À quoi sert-il en effet d'avoir un bon salaire? À travailler sous une pression grandissante, à payer toujours plus d'impôt, à être sûr qu'en bout de chaîne, l'enrichissement ne sera pas au rendez-vous car le rabot fiscal élaguera tout. Il vaut beaucoup mieux limiter ses ambitions professionnelles et s'épanouir ailleurs, dans sa vie familiale ou personnelle. Ce choix évite d'avoir à payer des baby-sitters, des centres de loisirs, et autres dépenses liées à une amplitude horaire trop large.

D'où cette espèce d'apathie française où l'idéal collectif s'évanouit, où l'individualisme triomphe.

## **Le contrôle des chômeurs, fait marginal**

En ce sens, la question du contrôle des chômeurs restera toujours marginale dans la (trop molle) lutte contre le chômage de masse en France. Les entrepreneurs peineront à trouver des salariés dans l'armée de réserve des 3,5 millions de chômeurs français tant que la pression fiscale qui pèse sur les salaires les plus élevés demeurera dissuasive.

Pour résorber le chômage, la solution d'avenir passe par une réincitation au travail. De ce point de vue, le projet macronien d'accorder le chômage aux démissionnaires est une folie. Il est une pierre de plus apportée dans le jardin de la désincitation à travailler.

On regrettera donc le temps que la gauche bien-pensante va passer à disqualifier une mesure dont l'intérêt est mineur et l'impact très marginal par rapport au sujet de fond. C'est l'envie de travailler qu'il faut réinventer en France, c'est-à-dire l'idée simple que le travail est utile à la collectivité.

La gauche n'est pas, sur ce point, à une contradiction près. Après avoir martelé pendant des décennies que la réalité ne pouvait progresser que par le travail, elle se fait de plus en plus souvent l'apôtre de l'oisiveté.